

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 BETHUNE

BETHUNE, le 11/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYMEVAD

Le Fond de Quiery
62490 VITRY EN ARTOIS

Références : 273-2022
Code AIOT : 0003800514

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement SYMEVAD implanté Le Fond de Quiery 62490 VITRY EN ARTOIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite au dépôt d'un dossier de porter à connaissance relatif à une demande d'augmentation de la capacité de traitement du site. L'objectif de l'inspection est de faire un point sur les modifications apportées au site et de vérifier l'absence d'impact supplémentaire par rapport à la situation initiale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYMEVAD
- Le Fond de Quiery 62490 VITRY EN ARTOIS
- Code AIOT : 0003800514
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SYMEVAD (Syndicat Mixte d'Élimination et de Valorisation des Déchets) est un établissement public créé par le regroupement des communautés d'agglomération du Douaisis, d'Hénin-Carvin et la communauté de communes Osartis Marquion.

Le SYMEVAD assure depuis le 1er janvier 2007 la compétence « traitement de déchets ménagers et assimilés » de ces intercommunalités. Son action réside dans la mise en oeuvre d'une politique de valorisation des déchets ménagers.

Depuis avril 2018, le SYMEVAD exploite une plate-forme de compostage de déchets végétaux située sur la commune de Vitry-en-Artois.

Elle est constituée d'un ensemble de bâtiments d'un seul niveau répondant à plusieurs fonctionnalités : le bâtiment administratif, le bâtiment technique pour la réception et le broyage de déchets verts, le hall de fermentation, le hall d'affinage et le hall de stockage bois, représentant au total une surface couverte d'environ 5 560 m².

Cette unité, d'une capacité annuelle autorisée de 32 000 tonnes de déchets végétaux, issus des apports des collectes en porte à porte et en déchèteries, produit un compost normalisé (environ 12 à 14 000 t/an) et du bois énergie (5 à 7 000 t/an).

Le site est globalement soumis au régime de l'autorisation d'exploiter au titre des rubriques 2780-1, 2791 et 3532 de la nomenclature des installations classées et est visé par la directive 2010/75/UE, dite IED, relative aux émissions industrielles. Il fonctionne sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 26 octobre 2017.

En avril 2021, l'unité de compostage qui, depuis sa mise en service en avril 2018 était exploitée par la société VALNOR, a changé d'exploitant au profit de la société VARET ENVIRONNEMENT, filiale de la société de transport et de démolition VARET, basée à Mazingarbe.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Inspection en vue de l'instruction du porter à connaissance relatif à l'augmentation de la capacité de compostage du site déposé par l'exploitant le 14 janvier 2022 en Préfecture du Pas-de-Calais.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 1.2.3	/	Sans objet
2	Nature des installations classées	Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 1.2.1	/	Sans objet
3	Conditions générales d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 2.2.2.1	/	Sans objet
4	Conditions générales d'exploitation - procédé de compostage	Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 2.2.3.1	/	Sans objet
5	Conditions générales d'exploitation - stockage des composts finis	Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 2.2.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a mis en évidence aucune non-conformité du site et a permis à l'inspection de constater aucune augmentation des impacts qui aurait pu être liée à l'accroissement demandé de la capacité de traitement de compostage du site (de 32 000 t/an à 38 000 t/an).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 1.2.3

Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'unité de compostage et de production de bois sera constituée d'un ensemble de bâtiments d'un seul niveau répondant à plusieurs fonctionnalités : le bâtiment administratif, le bâtiment technique pour la réception et le broyage de déchets verts, le hall de fermentation, le hall d'affinage et le hall de stockage bois, représentant au total une surface couverte d'environ 5 560 m².

Les étapes successives du traitement des déchets verts sont les suivantes :

- Le déchargement des déchets verts s'effectue au sol (dallage béton) dans un hall couvert de 805 m². Une inspection visuelle est réalisée lors du déchargement. Les 3 000 t d'autres déchets verts qui sont destinés à être uniquement broyés sur le site sont évacués le jour même.

- Les déchets verts sont repris au chargeur pour alimenter le broyeur lent électrique. À l'issue du broyage, le produit alimente un silo tampon de stockage du broyat où il est arrosé si nécessaire via une rampe. Le chargeur reprend le produit déposé au sol et alimente les tunnels BIODOMES de fermentation.

- 8 Biodômes de fermentation sont contigus au silo de broyat. Le volume de broyat quotidien sera en moyenne de 253 m³ avec une pointe à 420 m³. La durée de remplissage d'un tunnel varie entre 2,3 et 3,3 jours. Les 8 tunnels sont équipés de dalles aérauliques constituées de 4 rampes de tuyaux de diffusion d'air par insufflation alimentés par des ventilateurs centrifuges.

- Les produits sont ensuite repris à l'aide de chargeur pour être criblés dans la zone d'affinage, d'une superficie de 590 m², contiguë aux tunnels Biodômes. A l'issue du criblage, sont obtenus :

- un précompost (0-22,5mm) qui rejoindra l'aire de maturation,

- un refus grossier (> 105 mm) qui retournera en broyage ou stockage,

- un bois énergie (22,5-105 mm),

- des indésirables (cailloux, corps ronds + ferreux de l'overband broyeur + plastiques).

- La zone de maturation de 3 671 m² sera composée de 8 andains parallèles. La durée de maturation durera 4 à 5,5 semaines selon la période de l'année. Les andains seront retournés à l'aide d'un retourneur 4 à 6 fois.

- Le stockage du bois énergie et du bois propre est réalisé sur une surface de 1 570 m² couverte, adossé à un mur de blocs amovibles de 3,2 m de hauteur. La zone permet de stocker 6 200 m³ de bois énergie soit un temps de stockage de 4 à 5 mois. Le combustible est livré aux chaudières biomasse à l'aide de camions à fond mouvant de 90 m³.

Constats :

Vu sur site l'ensembles des bâtiments; aucune modification n'a été apportée à ces bâtiments.

L'inspection visuelle des déchets verts est réalisée lors du déchargement sur l'aire bétonnée sous le hall couvert par un agent dont c'est la mission principale. Celle-ci a été renforcée par une action de sensibilisation des producteurs de déchets sur l'importance de ne déposer que des déchets verts, ne comportant pas de déchets plastiques ou autres.

Aucune réception de déchets verts destinés uniquement au broyage sur le site.

Pendant la haute saison, il faut 2 jours à 2,5 jours pour remplir un biodôme (900 m³).

Vu sur site les 8 biodômes équipés des rampes de diffusion d'air en fonctionnement.

Vu sur site : la zone d'affinage et les différents produits qui en sont issus.

Vu sur site : la zone de maturation est très peu occupée.

L'exploitant a expliqué à l'inspection que la phase de maturation n'est finalement pas nécessaire à la sortie des biodômes en raison de la bonne aération des andains grâce aux rampes de diffusion et à la réincorporation du refus grossier (bois) qui facilite la fermentation. Des tests en interne sont réalisés systématiquement pour vérifier la stabilité du compost, et les analyses de conformité à la

norme AFNOR NFU 44-051 le confirment.

Par conséquent, le retourneur (acquis au démarrage du site) s'est avéré inutile. Celui-ci était sur le site le jour de l'inspection mais l'exploitant nous a informé qu'il avait été vendu et était sur le point d'être livré au futur acquéreur.

Vu sur site : la zone de stockage. Le bois énergie est utilisé pour alimenter des grosses chaudières en Belgique ou valorisé par la société LMK Energy, qui exploite une unité de fabrication de granulés de bois torréfié à Mazingarbe. Il est également utilisé en valorisation matière pour faire du paillage et en valorisation organique (Bois Raméal Fragmenté) en agriculture.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Nature des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Liste des ICPE			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques des activités et des installations sur site	Rubriques de classement	Classement A/D/NC ⁽¹⁾
Compostage de déchets non dangereux ou matière végétale. 1) compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires :a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 50 t/j	Compostage de déchets verts Capacité de l'installation de 87,7 t/j, soit 32 000 t par an sur une base de 365 j/an.	2780-1-a	A
Installation de traitement de déchets non dangereux. 1) La quantité de déchets traités étant > 10 t/j	Broyage de déchets verts Quantité = 50 t/h x 3 h/j = 150 t/j, Capacité maximale de traitement de 35 000 t/an	2791-1	A
Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues. La capacité étant comprise entre 1 000 et 20 000 m³	Stockage de bois énergie (bois de classe A) Capacité maximale de stockage de 6 200 m³	1532	D
Stockage de produits pétroliers dont gazole non routier la quantité totale susceptible d'être présente étant inférieure à 50 t	1 Cuve de gazole d'un volume de 5 m³ soit 4,25 t	4734	NC
Installation de remplissage des réservoirs des engins de chantier. Le volume annuel de remplissage étant inférieur à 500 m³	Distribution de 60 m³/an	1435	NC
Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :- traitement biologique	Traitement biologique de 87,7 t/j	3532	A
<p>Constats :</p> <p>Pour la rubrique 2780: Le tonnage des déchets verts entrant en vue d'être compostés sur le site est estimé, par l'exploitant, à environ 31 000 t pour l'année 2022. c'est moins que l'année précédente (36 889 t en 2021), en raison de la sécheresse de cette année 2022 et de l'année 2021 particulièrement pluvieuse. La production des déchets verts reste fortement dépendante des conditions météorologiques et peut faire varier considérablement les tonnages d'une année sur l'autre (+26% entre 2020 et 2021 par exemple). C'est la raison qui a conduit l'exploitant à demander une augmentation de la capacité autorisée jusqu'à 38 000 t/an qui représente une augmentation de 16%.</p> <p>Cette augmentation de capacité autorisée ne nécessite aucune modification des installations du site. Celles-ci sont suffisamment dimensionnées pour absorber 38 000 t/an de déchets verts entrant en compostage, ce qui représente 104t/j.</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 3 : Conditions générales d'exploitation**Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 2.2.2.1****Thème(s) : Risques chroniques, conditions générales d'exploitation****Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet****Prescription contrôlée :****2.2.2.1 – L'installation de compostage comprend :**

- une aire de réception/tri/contrôle,
- une aire de stockage et de broyage des matières entrantes,
- une aire de fermentation aérobie (8 biodômes),
- une aire de préparation (affinage),
- une aire de maturation,
- une aire de stockage de la biomasse,
- et une aire de stockage des composts.

Ces différentes aires, à l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site.

Constats :

Conforme: Pas de changement des différentes aires existantes.

Le recul de 8 mètres des andains sur l'aire de stockage des composts par rapport aux limites de propriété est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite**Proposition de suites : Sans objet**

N° 4 : Conditions générales d'exploitation - procédé de compostage**Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 2.2.3.1****Thème(s) : Risques chroniques, Procédé de compostage****Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet****Prescription contrôlée :**

2.2.3.1 –Le procédé de compostage débute par une phase de fermentation aérobie de la matière, avec aération de la matière obtenue par aération forcée. Cette phase aérobie est conduite selon les dispositions indiquées ci-dessous :

PROCÉDÉ	PROCESS
Compostage en aération forcée.	Deux semaines de fermentation aérobie au minimum. Au moins un retournement (opération de retournement après fermentation aérobie suivie d'une remontée de température à 50 °C pendant vingt-quatre heures). 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures.

La mesure des températures se fait, pour chaque lot, conformément aux bonnes pratiques en vigueur (par exemple par sondes disposées tous les 5 à 10 mètres à des profondeurs situées entre 0,7 et 1,5 mètre) et à une fréquence d'au moins trois mesures par semaine pendant le début de la phase de fermentation aérobie.

Lorsque la ventilation du mélange en fermentation est réalisée par aspiration à travers l'andain, la température enregistrée est la température moyenne de l'air extrait sous l'andain.

Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées dans la zone correspondante est au minimum de trois semaines, durée pouvant être réduite à deux semaines en cas d'aération forcée.

A l'issue de la phase aérobie, les composts sont dirigés vers la zone de maturation.

L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation.

La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. La hauteur peut être portée à 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.

Constats :

Conforme: Dans chaque biodôme, un système d'aération forcée a été mise en place. L'aération des andains est fonction du suivi de température et de l'oxygénation. La température est suivie en continu (1 seul point par andain).

Le mélange obtenu, après passage dans le broyeur des branches et tontes de pelouse, est envoyé dans un biodôme où il séjourne, en moyenne, 18 jours (supérieur à 2 semaines).

Les biodômes ont une largeur de 9m30 et une hauteur de 3m80 maximum. La géométrie des andains fait partie intégrante des modalités définies pour le procédé par le constructeur.

Il s'avère que les andains sortant des biodômes ne nécessitent pas de phase de maturation. L'inspection a constaté l'absence de mauvaise odeur sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite**Proposition de suites : Sans objet**

N° 5 : Conditions générales d'exploitation - stockage des composts finis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 2.2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, aire de stockage des composts finis
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2.2.3.2 – L'aire de stockage des composts finis est dimensionnée de façon à permettre le stockage de l'ensemble des composts fabriqués pendant une durée correspondant à la plus importante période pendant laquelle les sorties de site ne sont pas possibles, sauf si l'exploitant dispose de possibilités suffisantes de stockage sur un autre site.
Constats : L'aire de maturation et de stockage des composts est largement dimensionnée: 3 671 m ² ; le jour de la visite, elle était très peu occupée. L'exploitant a précisé que les agriculteurs étaient très demandeurs du compost fabriqué sur le site; le compost qui sera fabriqué en 2023 est déjà vendu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet